

Unité départementale du Rhône

Villeurbanne, le 12/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EDILIANS**

Site industriel -  
Rue Tuilerie  
69610 STE FOY L ARGENTIERE

Références : UDR-SSDAS-22-298-YG

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement EDILIANS implanté Rue Tuilerie 69610 SAINTE FOY L'ARGENTIERE. L'inspection a été réalisée de manière inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du Programme d'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDILIANS
- Site industriel - Rue Tuilerie 69610 SAINTE FOY L'ARGENTIERE
- Code AIOT dans GUN : 0006103735
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Edilians exploite un site de fabrication de produits céramiques et réfractaires à Ste Foy l'Argentière, dont l'activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 12/05/2005 .

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites des précédentes inspections
-

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 modifié, Art 7.2.6	/	Transmission sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 modifié, article 7.3	/	Transmission sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Transmission sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Transmission sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats mettent en évidence la présence de nombreux équipements en matière de sécurité incendie et des procédures de contrôles et d'entretien de ces équipements adaptées. Toutefois l'exploitant doit apporter des compléments, voire mettre en place des mesures afin de pouvoir répondre aux attentes des services d'intervention et de secours en cas d'incendie sur le site (état des stocks, test de débit ...) et de confiner les eaux d'extinction incendie si besoin.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites inspection
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place un état des stocks des produits dangereux présents sur le site et un plan de stockage de ceux-ci. Le document transmis fait l'objet d'une date d'inventaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées la fréquence de mise à jour du document.

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 modifié, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites inspection
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions applicables sont définies par l'article 7.3 Moyens d'intervention  L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.  Ces moyens se composent de : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour le site situé en partie Nord de la « Route du Val d'Argent », de 7 appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus près du risque,</li><li>- pour l'unité SFA 37, d'un bassin de récupération des eaux pluviales disposant en permanence d'une capacité de 180 m<sup>3</sup> d'eau, et d'un ensemble de R.I.A. alimentés par un réseau d'eau incendie enterré. Le bassin est rendu accessible aux engins d'incendie et de secours et il est équipé de deux points de puisage réglementaires,</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours,</li><li>- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,</li><li>- d'un système d'alarme incendie.</li></ul> En tout état de cause, l'exploitant est en mesure de fournir l'eau nécessaire aux services de secours à tout moment pour un débit d'eau incendie de 90 m <sup>3</sup> /h en débit simultané sur le site, et ce pendant deux heures.  Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.
<b>Constats :</b> Le site dispose de moyens conséquents constitués d'un réseau de 9 poteaux incendie externes. Le bassin de récupération des eaux est accessible aux engins de secours. Les deux accès de secours sont présents. L'exploitant a transmis les derniers relevés des mesures de débits datant de juin 2015 et juillet 2018, et a indiqué à l'inspection avoir demandé au gestionnaire un devis et une date d'intervention permettant de justifier la fourniture d'un débit d'eau de 90 m <sup>3</sup> /h en débit simultané sur le site, et ce pendant deux heures
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suite
<b>Proposition de suites :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le résultat de la mesure de débit sous 3 mois

**Nom du point de contrôle : Maintenance et test**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2005 modifié, Art 7.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites inspection
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérifications périodiques : Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité ou les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur..
<b>Constats :</b> Les entretiens sont réalisés par des sociétés externes en ce qui concerne les extincteurs, les systèmes de détection et d'alarme incendie, les poteaux incendie, les systèmes de désenfumage.  L'exploitant a indiqué avoir renouvelé le contrat avec son prestataire en charge de la vérification pour les systèmes de détection et d'alarme incendie. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification du contrôle du système de désenfumage. Ce dernier indique des dysfonctionnements sur plusieurs points.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> L'exploitant transmettra les justificatifs de remise en état du système de désenfumage sous 3 mois et transmettra le bilan de contrôle périodique réalisé en septembre 2022

**Nom du point de contrôle :** Prévention du risque pollution par eaux extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- du volume des matières stockées ;</li><li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li><li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li><li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li></ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a produit une étude sur le dimensionnement des besoins en eau d'extinction et des volumes de retention.</p> <p>Le SDMIS sera consulté sur les conclusions de l'étude afin d'apprécier la nécessité de la mise en place des rétentions sur le site.</p> <p>En outre l'exploitant a rédigé la consigne d'intervention en Cas de déversement de produits polluants visant à obturer les drains et l'ensemble des accès direct permettant un écoulement des eaux d'incendie dans la Brévenne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> L'exploitant transmettra son étude finalisée après consultation du SDMIS à l'inspection des installations classées sous 3 mois.